

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Material Traffic Division /Division du transport du matériel

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

6B1, Place du Portage, Phase III

Gatineau, Québec K1A0S5

Title - Sujet REMOVAL AND STORAGE OF HOUSEHOLD EF		
Solicitation No. - N° de l'invitation 08956-110350/B		Date 2012-11-21
Client Reference No. - N° de référence du client 08956-110350		Amendment No. - N° modif. 002
File No. - N° de dossier lm004.08956-110350	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$SLM-004-61494		
Date of Original Request for Standing Offer		2012-11-02
Date de la demande de l'offre à commandes originale		
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-11-29		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Ogbumor, Alfred		Buyer Id - Id de l'acheteur lm004
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3589 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-4944	
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required	Yes - Oui	No - Non
Accusé de réception requis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

QUESTIONS :

1. PAGE 6 de 78 - (troisième ligne), on mentionne : Les offrants doivent utiliser le meilleur moyen de transport pour la livraison ou l'enlèvement vers/de la résidence de l'employé et vers/depuis les installations d'entreposage. Le présent besoin ne comprend aucun service de navette.

Question : Est-ce que cela signifie qu'une entreprise ayant uniquement un ou deux petits camions ne peut pas présenter de soumission en réponse à votre demande d'offre à commandes?

Réponse : L'objectif est de laisser l'offrant gérer son parc de véhicules et répartir ses activités. Ensuite, le Canada versera le supplément si les fournisseurs décident de transporter les biens par navette d'un moyen de transport à un autre. Les coûts liés à l'enlèvement et aux livraisons devraient être compris dans le taux de la base de paiement fourni par l'offrant. Les offrants doivent tenir compte de cet aspect dans leur prix ou taux et sont tenus d'utiliser le meilleur moyen de transport pour la livraison ou l'enlèvement vers/de la résidence de l'employé et vers/depuis les installations d'entreposage. Toute entreprise qui répond aux exigences peut présenter une soumission.

2. Page 16 de 78, 8. Code de conduite et attestations - soumission, section 4. Les soumissionnaires doivent accompagner leur soumission :
a. de la liste complète des noms de toutes les personnes qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire;
b. d'un formulaire de consentement dûment rempli et signé, pour chacune des personnes énumérées dans la liste.

Question : Puisque le titre comprend le terme « soumission », veuillez confirmer si vous souhaitez que ces formulaires de consentement soient compris dans nos soumissions.

Réponse : Les fournisseurs doivent accompagner leur soumission de la liste complète des noms de toutes les personnes qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire ou du nom du propriétaire dans le cas d'une entreprise à propriétaire unique. Se reporter à la section 1.0 Instructions, clauses et conditions uniformisées de la partie 2 à la page 10 de 78, et à la sous-section 1.1 de la partie 5 à la page 31 de 78.

3. Page 24 de 78, point 1.2.2(a), 2. L'offrant doit être un déménageur et un fournisseur de services d'entreposage depuis au moins dix (10) ans.

Question : Veuillez préciser cette exigence. Est-ce que cela signifie que l'offrant doit exploiter une entreprise et un entrepôt d'une taille approuvée par le MAECI dans la RCN depuis 10 ans?

Réponse : L'offrant doit être en activité depuis au moins 10 ans en tant que déménageur et exploitant d'un entrepôt de taille et d'ampleur similaires. Ces 10 années d'expérience ne doivent pas nécessairement avoir été acquises dans la RCN.

4. Page 27 de 78, point 1.3 (quatrième paragraphe), Parmi les offres conformes[...]

Question : Pouvez-vous préciser la signification de « valeur moyenne du prix ou du tarif total des offres » ?

Réponse : Pour déterminer la valeur moyenne, le Canada classe les offres de celle ayant le « total global de toutes les sections » le plus bas à celle ayant le « total global de toutes les sections » le plus élevé. Seules les offres conformes dont le prix est supérieur d'au plus 20 % à la valeur moyenne du « total global de toutes les sections » - « taux » à l'annexe C - Base de paiement seront évaluées. La valeur moyenne correspond au « total global de toutes les sections » de l'offre qui se situe au milieu de toutes les offres conformes. Les offres dont le prix est supérieur de plus de 20 % à la valeur moyenne ne seront pas évaluées aux fins d'attribution d'une offre à commandes.

Exemple :

Offre A - Total global de toutes les sections - Taux = 850 \$

Offre B - Total global de toutes les sections- Taux = 870 \$

Offre C - Total global de toutes les sections- Taux = 875 \$ ----- l'offre C est la médiane

Offre D - Total global de toutes les sections- Taux = 895 \$

Offre E - Total global de toutes les sections- Taux = 1220 \$

20 % de 875 \$ (offre C) = 175 \$

875 \$ + 175 \$ = 1 050 \$ (20 % de la valeur médiane)

Les offres dont le prix est supérieur à 1 050 \$ ne seront pas évaluées aux fins d'attribution d'une offre à commandes. Dans cet exemple, l'offre E (dont le total global de toutes les sections - taux est de 1 220 \$) ne sera pas évaluée aux fins d'attribution d'une offre à commandes.

5. Page 41 de 78, point 8, deuxième paragraphe : Les offrants conviennent de maintenir les prix unitaires fermes pour les services d'entreposage[...]

Question : Doit-on comprendre que la valeur de la couverture (soit 60 cents par livre) sera également applicable jusqu'à l'enlèvement des biens?

Réponse : Oui, c'est exact. Selon le connaissance uniformisé pour les articles ménagés au Canada, la limite de la couverture ne doit pas être inférieure à 60 cents par livre. Aux termes du point 3.2.3 - Biens entreposés à long terme manquants ou endommagés - La base de responsabilité de l'offrant, à l'égard des biens désignés dans la liste des biens entreposés à long terme, correspondra, conformément au connaissance, à au moins 0,60 \$ la livre.

6. Page 44, point 1.5 b, L'offrant doit faire tous les déménagements qui lui sont assignés, quels que soient[...]

Question : Cet énoncé ne semble pas correspondre aux autres sections de la demande d'offre à commandes (page 34). Veuillez confirmer si la section doit être supprimée.

Réponse : L'offrant doit exécuter les travaux décrits dans l'énoncé des travaux. Il ne peut refuser de demande subséquente découlant de l'offre à commandes, sauf dans des circonstances exceptionnelles, comme dans le cas d'une demande de déménagements urgents tel qu'il est indiqué à la section 1.5b de l'annexe A.

Si un offrant est incapable d'accepter une commande subséquente, la commande subséquente en question pour accomplir le travail requis sera alors offerte à l'un des autres offrants dans la liste de répartition. La méthode continuera d'être appliquée chaque fois qu'un offrant déclinera une commande subséquente, de telle sorte que les commandes subséquentes déclinées seront offertes au reste des offrants figurant dans la liste de répartition, conformément à la répartition proportionnelle des offrants qui restent. Les commandes subséquentes déclinées par les offrants seront prises en considération dans la répartition proportionnelle. Lorsqu'un offrant ne peut pas accepter une commande subséquente, il doit en informer le responsable de projet et le responsable de l'offre à commandes.

7. Page 50 - h, Doit-on comprendre que le MAEIC demande à l'offrant d'assumer les frais liés au levage, à l'abaissement et à l'arrimage, le cas échéant?

Veuillez confirmer que l'offrant continuera de n'avoir aucune responsabilité à cet égard.

Réponse : Il incombe à l'offrant de charger les biens et de prévoir les services nécessaires au chargement. Si de tels services sont requis, l'offrant doit au préalable obtenir l'approbation de l'État et, une fois l'approbation obtenue, ce dernier versera les coûts réels selon les reçus présentés.

8. Page 52 - (h) « Fournir un dossier de demande d'indemnités »

Question : Le chargé de projet a-t-il un dossier de base qu'il peut fournir à l'offrant, que ce dernier pourra ensuite remettre au client étant donné que nous n'offrons aucune couverture pour ce type de biens à expédier?

Réponse : Le MAEIC fournira à l'offrant les renseignements que ce dernier devra à son tour transmettre à ses clients.

9. Page 56 - 3.4.3.1c, Omission de fournir une estimation du poids des biens à expédier avant que l'expédition des effets mobiliers ait été autorisée.

Question : Veuillez préciser cet énoncé; il est ambigu.

Réponse : Supprimer « l'expédition des effets mobiliers ait été autorisée » au point 3.4.3.1 c) du Tableau - Lacunes dans l'exécution et dommages-intérêts extrajudiciaires de l'annexe A.

10. Point 3.4.3.2 b)

Question : Le MAEIC pourrait-il communiquer une politique claire et détaillée sur les éléments dont il tient compte pour juger que les services de déballage ont été fournis, étant donné que chaque déménageur a sa propre politique?

Considère-t-il que les services ont été fournis dans les cas suivants :

1. une attestation de déballage signée a été remise;
2. si un expéditeur souhaite lui-même déballer les biens et le déménageur ramasse les boîtes ultérieurement;
3. considère-t-il que les services de déballage ont été fournis dans ces cas?

Il serait utile pour le déménageur et le client si vous pouviez préciser ce qui doit être fait relativement au déballage.

Réponse : On considère que les services ont été fournis lorsque l'offrant a reçu une attestation de déballage signée et a ramassé les boîtes vides. En règle générale, les boîtes sont ramassées à une date ultérieure si l'employé en fait la demande.

11. Page 63 - 15 Moquettes.....

Question : Si l'offrant juge que les moquettes et les tapis doivent être inspectés et traités par un tiers, étant donné que ces services sont couverts par la protection du MAECI applicable aux biens à expédier, les frais de ces services ne devraient-ils pas être assumés par le client?

Réponse : Non. Lorsque les moquettes et les tapis sont stockés dans l'entrepôt de l'offrant, leur entretien relève de la responsabilité de ce dernier.

12. Page 61 - 1, Il incombe à l'offrant de signaler à l'employé, par écrit, les articles ou appareils qui nécessitent une réparation ou une certification.

Question : L'offrant doit-il préparer une liste de chaque pièce ou doit-il, comme par le passé, fournir, dans une trousse d'information, une liste générale des articles qui doivent être réparés?

Réponse : Il incombe à l'offrant de signaler à l'employé les articles ou les appareils qui nécessitent une réparation ou une certification. Il doit également indiquer si un article particulier, comme un spa, doit être réparé.

13. Annexe « E », page 71

Question : Puisque nous serons jugés sur ces rapports, l'énoncé pourrait-il se lire ainsi : « Pour les services reçus à OTTAWA seulement »? Comme vous le savez, il arrive parfois que l'offrant d'Ottawa soit blâmé pour des problèmes de distribution locale à l'autre bout du monde.

Réponse : Oui. Nous établissons une distinction entre les services reçus au Canada et les services reçus à l'étranger.

14. Partie 1 - Renseignements généraux, section 2, Sommaire

i) Vers le milieu de la page 6, on peut lire : « Les prix unitaires fermes des commandes subséquentes faites pour les services d'entreposage et la livraison à la résidence demeureront en vigueur tout au long de la période de l'offre à commandes et continueront [...] »

4.1 Base de paiement, deuxième paragraphe de la page 40 : « Les prix unitaires fermes indiqués pour les services d'enlèvement et d'entreposage demeureront en vigueur tout au long de la période de l'offre à commandes, plus une option de prolongation d'un (1) an [...] »

Question : Ces deux énoncés semblent être contradictoires; quel est celui qui s'applique ici?

Réponse : À la page 40 de la PARTIE 7B, B - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT, section 4.1, Base de paiement, il est fait mention du taux unitaire ferme conformément aux clauses du contrat subséquent à l'offre à commandes pour les deux années, ainsi que pour l'option de prolongation d'un an, tandis qu'à la page 6 de la page PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX, section 2, Sommaire, il est fait mention aux offrants à qui l'on a attribué une offre à commandes sous le numéro 08956-110350, mais qui, à l'expiration de l'offre à commandes (08956-110350), ne se sont pas qualifiés pour une nouvelle offre à commandes et qui possèdent toujours des effets mobiliers dans leurs installations d'entreposage; ces derniers doivent respecter les tarifs fermes indiqués dans la base de paiement jusqu'à l'enlèvement de ces effets.

15. Partie 1 - Renseignements généraux, section 5, Termes-clés

Page 9, Transitaire ([...] d'une porte à l'autre si possible)

Question : Est-ce que cela signifie que le transitaire sera désormais en mesure de s'occuper du ramassage à partir de la résidence de l'employé?

Réponse : Non, cela fait référence aux transitaires qui offrent des services d'expédition outre-mer, et non des services de ramassage locaux.

16. Partie 3 - Instructions pour la préparation des offres, section 3.3, sous-section II, Offre financière

d) À la page 18, on peut lire : « Les prix unitaires fermes de la base de paiement peuvent faire l'objet d'une négociation et d'une demande de support des prix avant l'acceptation finale. »

Question : Comment un prix ferme peut-il faire l'objet d'une négociation?

Réponse : Le Canada se réserve le droit de négocier si les prix unitaires ne sont pas raisonnables.

17. Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection, section 1.2.2 (a), Expérience de l'entreprise, page 24

4. « [...] de même qu'une confirmation selon laquelle il pourra s'occuper d'au moins 30 réinstallations à l'étranger et d'au moins 30 autres au Canada, chaque année. »

Question : Section 1.3.3, Répartition proportionnelle, page 29. Si l'on utilise les 450 enlèvements de départ et d'arrivée ainsi que les pourcentages indiqués à la page 29, le plus bas soumissionnaire doit déjà exécuter 36 déménagements. Dans le cas où 8 déménagements seraient acceptés, cela pourrait-il être changé s'il y en a moins?

Cette formule peut-elle être modifiée de façon que cela soit juste pour les petites et les grandes entreprises en fonction de leurs capacités?

Réponse : Non, la formule demeurera inchangée.

18. Partie 7 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent, section A, 2.2, Offres à commandes et établissement des rapports, page 34

Question : Est-ce que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou l'autorité contractante pourrait fournir aux soumissionnaires retenus un format standard pour l'établissement des rapports demandés?

Réponse : TPSGC fournira aux détenteurs d'une offre à commandes qualifiés un format standard pour l'établissement des rapports.

19. PARTIE 7B, section 10, Limite de responsabilité, page 42, « Le fondement de la responsabilité de l'offrant relative aux articles qui sont compris dans son inventaire, placés en entreposage à long terme, sera le suivant : la valeur du coût de remplacement de l'article au moment de la découverte de la perte ou des dommages. »

Page 52 de la section 3.2.3, Entreposage à long terme

b) « Biens entreposés à long terme manquants ou endommagés - La base de responsabilité de l'offrant, à l'égard des biens désignés dans la liste des biens entreposés à long terme, correspondra, conformément au connaissance, à au moins 0,60 \$ la livre. »

Question : Il s'agit ici d'énoncés contradictoires; quelle est la règle qui s'applique? Pourriez-vous nous fournir une explication raisonnable?

Réponse : La limite de responsabilité vise à ce que l'offrant ne soit responsable que du prix coûtant de l'article, sans engendrer de coûts supplémentaires liés au fait d'avoir perdu ou endommagé un article. La page 52 fait référence à la responsabilité minimale de l'offrant en ce qui concerne les biens perdus ou endommagés.

20. Annexe A - Énoncé des travaux, section 1.1, Exigences générales, page 40 « [...] et le règlement des réclamations. »

Question : Le règlement des réclamations n'est-il pas géré par l'assureur du gouvernement, soit Unirisc à l'heure actuelle?

Réponse : Le règlement des réclamations, tel qu'il est indiqué dans l'énoncé des travaux, vise à exiger de l'offrant qu'il fournisse des renseignements sur le processus de réclamation.

21. Section 1.5, Répartition des services de déménagements prévus

b. « L'offrant ne peut refuser de faire un déménagement [...] »

b.iv À la page 44, il est précisé : « [...] et entraînera les dommages-intérêts extrajudiciaires connexes pour lacunes liées à la prestation des services [...] »

Question : Est-ce que TPSGC et l'autorité contractante surveilleront les dates de déménagement de telle sorte que la majorité des demandes ne tombent pas durant les mêmes jours, c'est-à-dire durant la dernière semaine de juin, de juillet et le début d'août?

Réponse : Non. Le fait est que bon nombre des services seront requis pendant la haute saison.

22. Question : Pourquoi n'exige-t-on pas un poids minimal pour ce qui est des frais? Un poids minimal est une norme acceptable dans l'industrie du déménagement. Ce poids minimal devrait être de 500 ou de 1 000 livres.

Réponse : Une exigence qui indiquerait qu'il faut déménager tous les effets mobiliers d'une résidence à moins de 500 livres n'est pas vraisemblable.

23. Annexe A - Énoncé des travaux, section 3.2.1 I, 2^e paragraphe de la page 51, veuillez préciser l'énoncé suivant : « [...] L'offrant devra assumer tous les frais connexes, y compris les frais de transport applicables et à la mission, plus tous les frais liés au retour des biens. » Devons-nous comprendre que même si l'employé est mis au courant, l'offrant doit absorber les frais supplémentaires et percevoir ensuite ces frais directement auprès de l'employé? Ou encore, est-ce que cela s'appliquera seulement lorsque l'offrant omet d'informer l'employé et le ministère?

Réponse : L'énoncé s'applique uniquement lorsque l'offrant omet d'informer l'employé ou expédie les biens sans avoir obtenu la confirmation de l'employé de l'acceptation de tous les coûts liés à l'expédition de poids exédentaires.

24. Annexe B - Section C, sous-section ii, Caissons mobiles maritimes, page 63 - Veuillez confirmer qu'il y aura soit des inspections, soit des sanctions pour ceux qui ne suivent pas les règlements concernant la dimension ou les autres instructions relatives aux caissons mobiles maritimes, conformément à la demande d'offre à commandes.

Le coût du bois a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières semaines, ce qui a une incidence sur le coût des affaires. Au-delà du coût du bois, un seul caisson mobile maritime utilise environ 7,00 \$ de calfeutrage, 20,00 \$ pour la toiture extérieure et un montant additionnel de 20,00 \$ pour le plastique utilisé à l'intérieur.

Nous voulons nous assurer que toutes les personnes intéressées prépareront leur soumission en se fondant sur la même qualité de service et de produit, exigence que l'on retrouvait toujours dans les DOC par le passé. Cependant, nous voyons un peu de tout, allant des caissons mobiles maritimes d'occasion, du bois déjà exposé aux intempéries, du transport en carton, en passant par des caissons mobiles comportant des lacunes évidentes et sans calfeutrage, de sorte que l'on peut voir à l'intérieur.

Réponse : Il y aura des inspections et les règlements concernant les lacunes dans le service s'appliqueront lorsque les exigences de la DOC ne seront pas satisfaites.

25. Pourriez-vous fournir un énoncé écrit pour ce qui est des cuves thermales (spas)? Demeureront-elles la responsabilité de l'employé? Les employés sont-ils chargés de les transporter dans nos installations d'entreposage ou l'entreposage est-il assuré par le ministère?

Réponse : En ce qui concerne les spas ainsi que d'autres articles de grande taille, une politique sera élaborée pour la prochaine période d'affectations, dans laquelle on indiquera clairement que l'employé est responsable de l'entretien et du démontage de l'article, ainsi que de voir à ce qu'il soit prêt à être emballé et chargé par l'entreprise de déménagement, le jour du déménagement. L'employé n'est pas tenu de transporter les effets mobiliers à l'entrepôt.

26. PARTIE 1 - Renseignements généraux, section 2, Sommaire

La sous-section (vii) de l'option de prolongation de l'offre à commandes est soit manquante à la page 7 de la version anglaise, ou devrait être supprimée de la version française (prière de préciser).

Réponse : Cette sous-section (vii) doit être supprimée de la PARTIE 1 de la version française de la demande d'offre à commandes.

27. PARTIE 1 - Renseignements généraux

À la section 5, Termes-clés, page 8, la région de la capitale nationale (RCN) est définie comme ayant un rayon de 150 km autour du centre-ville d'Ottawa. Existe-t-il une étendue maximale de kilomètres à laquelle on peut appliquer le taux au kilomètre, comme indiqué à l'annexe C?

Réponse : (RCN) - Aux fins de la présente demande de propositions, on entend par « RCN » un rayon de 150 km autour du centre-ville d'Ottawa. Le taux au kilomètre s'applique aux déménagements qui sont situés à plus de 150 km de la RCN. Il n'y a pas d'étendue maximale de kilomètres qui s'applique aux taux indiqués à l'annexe C.

28. 1.3 Évaluation financière, page 24

Veuillez préciser la partie de l'énoncé qui stipule « [...] est supérieur d'au plus 20 % de la valeur moyenne du prix ou du tarif total des offres », faisant ainsi référence à l'annexe C - TOTAL GLOBAL DE TOUTES LES SECTIONS - prix d'évaluation?

Réponse : La référence se lit ainsi : « TOTAL GLOBAL DE TOUTES LES SECTIONS » déterminant le « prix/tarif », à l'annexe C.